

---

Troisième session, vingt-neuvième Législature

---

---

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

## Projet de loi 92

## Bill 92

Loi des renseignements sur l'administra-  
tion des organisations ouvrières

An Act respecting information on the  
management of labour organizations

---

Première lecture

---

---

First reading

---



M. LOUBIER

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
ROCH LEFEBVRE  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972

## Projet de loi 92

Loi des renseignements sur l'administration des organisations ouvrières

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivants signifient ou désignent:

*a)* « organisation ouvrière »: un groupement de salariés constitué en syndicat professionnel ou en une autre association, ayant pour but l'étude, la sauvegarde et le développement des intérêts économiques, sociaux et éducatifs de ses membres et particulièrement la négociation et l'application de conventions collectives, de même qu'une union, une fédération ou une confédération de tels syndicats professionnels ou autres associations;

*b)* « conseiller en relations de travail »: une personne qui, moyennant rémunération, conseille ou représente un employeur ou une organisation ouvrière au sujet de l'organisation de salariés, de leur action concertée ou de leurs négociations collectives;

*c)* « ministre »: le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.

**2.** Dans les trois mois de la fin d'un exercice financier, une organisation ouvrière doit transmettre au ministre un état portant la signature du président et du secrétaire et contenant les renseignements suivants:

## Bill 92

An Act respecting information on the management of labour organizations

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** In this act, unless the context indicates a different meaning, the following words and expressions mean or designate:

*(a)* "labour organization": a group of employees constituted as a professional syndicate or other association for studying, safeguarding and developing the economic, social and educational interests of its members and, particularly, negotiating and applying collective agreements, or a union, federation or confederation of such professional syndicates or other associations;

*(b)* "labour relations consultant": a person who, for remuneration, advises or represents an employer or labour organization with respect to the organizing of employees, or their concerted activities or collective bargaining;

*(c)* "Minister": the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

**2.** Within three months after the end of a fiscal period, a labour organization shall send the Minister a statement signed by the president and the secretary containing the following particulars:

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet principal d'obliger les organisations ouvrières à transmettre au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour chacun de leurs exercices financiers, des renseignements sur leur administration, notamment un bilan et un état des revenus et des dépenses. Cette obligation s'étend à toute organisation ouvrière dont le siège social est hors du Québec mais qui y a un bureau principal ainsi qu'à toute organisation ouvrière qui assume l'administration d'une organisation ouvrière sous tutelle.*

*Chaque dirigeant ou employé d'une organisation ouvrière doit produire un état indiquant tout intérêt qu'il possède dans l'entreprise d'un employeur dont les employés sont représentés par cette organisation ouvrière ou dans une entreprise faisant affaire avec un tel employeur.*

*Tout employeur doit produire un état mentionnant les transactions qu'il a faites avec une organisation ouvrière, ses dirigeants, ses employés ou un conseiller en relations de travail de même que les dépenses faites dans le but d'amener les employés à se prévaloir ou à ne pas se prévaloir de leur droit d'association ou de convention collective ou à modifier leur façon de s'en prévaloir.*

*Toute personne qui, à la suite d'une entente avec un employeur, tente d'influencer des employés quant à l'exercice de leur droit d'association ou de convention collective ou transmet à un employeur des renseignements sur les activités des employés ou d'une organisation ouvrière au sujet d'un différend où il est intéressé, doit transmettre un état à ce sujet.*

## EXPLANATORY NOTES

*The main object of this bill is to require labour organizations to send the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives information on their administration, in particular a balance-sheet and a statement of income and expenditure, for each fiscal period. This requirement will apply to any labour organization having its corporate seat outside the province of Québec but with a head office in the Province, and to any labour organization that assumes the administration of a labour organization in trusteeship.*

*Each leader or employee of a labour organization will be required to file a statement indicating any interest he has in the business of an employer whose employees are represented by that labour organization or in a business that deals with such employer.*

*Every employer will be required to make a statement of the transactions he has made with a labour organization, its leaders or employees, or a labour relations counsellor, and of the expenses made to induce the employees to avail themselves or not to avail themselves of their right of association or to make collective agreements, or to change their manner of availing themselves of these rights.*

*Every person who, pursuant to an agreement with an employer, attempts to influence employees regarding the exercise of their right of association or to make collective agreements, or sends an employer information on the activities of employees or of a labour organization on a dispute he is involved in will be required to file a statement on it.*

a) le nom de l'organisation ouvrière et l'adresse de son siège social ou, dans le cas d'une organisation ouvrière dont le siège social est situé hors du Québec, l'adresse de son bureau principal au Québec;

b) l'acte constitutif de l'organisation ouvrière et ses règlements;

c) le nom et l'adresse de chaque dirigeant et le poste qu'il occupe au sein de l'organisation ouvrière;

d) le nom et l'adresse de chaque employé de l'organisation ouvrière, sauf les employés de bureau et les gardiens, et le poste que chacun occupe au sein de l'organisation ouvrière;

e) le nom et l'adresse de chaque succursale de l'organisation ouvrière au Québec de même que le nom et l'adresse de chacun de ses dirigeants;

f) le nom de chaque organisation ouvrière qu'elle a sous sa tutelle, la date à laquelle cette tutelle a été imposée et les raisons à l'appui de cette décision;

g) le nom et l'adresse de chaque employeur ou association d'employeurs résidant au Québec, avec qui l'organisation ouvrière a conclu une convention collective;

h) les droits que doit verser toute personne qui désire devenir membre de l'organisation ouvrière ou le demeurer.

Seul le premier état transmis après l'entrée en vigueur de la présente loi doit contenir tous les renseignements mentionnés au présent article. Les états subséquents ne doivent contenir que les changements apportés aux renseignements exigés par le présent article.

**3.** Dans les trois mois de la fin d'un exercice financier, une organisation ouvrière doit transmettre au ministre un état dûment certifié par un vérificateur, portant la signature du président et du trésorier et contenant les renseignements suivants:

a) un bilan de l'organisation ouvrière à la fin de l'exercice financier détaillant, entre autres:

i. les prêts consentis directement ou indirectement à un dirigeant, à un employé ou à un membre et dont le total a dépassé \$250 pendant l'exercice financier, avec des précisions sur le but de l'emprunt, les garanties offertes par l'emprunteur, si de

(a) the name of the labour organization and the address of its corporate seat or, if it is a labour organization having its corporate seat outside the province of Québec, the address of its head office in the Province;

(b) the charter and by-laws of the labour organization;

(c) the name and address of each officer and the position he holds in the labour organization;

(d) the name and address of each employee of the labour organization, except clerical workers and watchmen, and the position of each in the labour organization;

(e) the name and address of each branch of the labour organization in the province of Québec and the name and address of each of its officers;

(f) the name of each labour organization under its trusteeship, the date on which such trusteeship was established and the reasons for such decision;

(g) the name and address of each employer or employers' association resident in the province of Québec with whom the labour organization has signed a collective agreement;

(h) the dues to be paid by a person who wishes to become or remain a member of the labor organization.

Only the first statement sent after this act comes into force must contain all the information mentioned in this section. Further statements must contain only changes in the information required by this section.

**3.** Within three months from the end of a fiscal period, a labour organization shall send to the Minister a statement duly certified by an auditor and signed by the president and the treasurer containing the following particulars:

(a) a balance-sheet of the labour organization at the end of the fiscal period detailing, among other things:

i. loans directly or indirectly made to an officer, employee or member, the total amount of which exceeds \$250 during the fiscal period, with particulars on the object of the loan, the guarantees offered by the borrower, if such guarantees have

*Le projet de loi prévoit que les renseignements transmis au ministre sont publics.*

*Le ministre peut ordonner des enquêtes et adopter des règlements concernant la forme des rapports.*

*Les infractions sont punissables d'une amende ne dépassant pas \$10,000 ou d'un emprisonnement d'au plus un an ou des deux peines à la fois.*

*The bill provides that information sent to the Minister will be public.*

*The Minister may order investigations and make regulations on the form of reports.*

*Contraventions will be punishable by a fine not exceeding \$10,000 or imprisonment for not more than one year, or both.*

telles garanties ont été données, et les conditions du remboursement;

ii. les prêts consentis directement ou indirectement à une entreprise commerciale, avec des précisions sur le but de l'emprunt, les garanties offertes par l'emprunteur, si de telles garanties ont été données, et les conditions de remboursement;

b) un état des revenus et dépenses, détaillant, entre autres:

i. la provenance des revenus;

ii. le salaire, les indemnités et autres allocations directes ou indirectes, y compris les remboursements de dépenses, versés à chaque dirigeant et à chaque employé ayant reçu au cours de cet exercice un montant global de plus de \$5,000 de cette organisation ouvrière et de toute autre organisation ouvrière affiliée, qu'elles soient affiliées entre elles ou qu'elles le soient à la même organisation ouvrière nationale ou internationale;

c) dans le cas d'une organisation ouvrière ayant son siège social hors du Québec, un état indiquant séparément le total des montants qui lui ont été payés durant l'exercice financier, par des membres résidant au Québec, pour leur compte ou à leur égard, pour chacune des fins suivantes, savoir:

i. les droits d'admissions;

ii. les cotisations des membres;

iii. les cotisations pour des services de santé et de bien-être;

iv. les cotisations pour indemnités de décès;

v. les cotisations pour indemnités de grève; et

vi. les amendes.

Le secrétaire ou le trésorier d'une organisation ouvrière doit délivrer gratuitement une copie de l'état mentionné au présent article à tout membre de cette organisation qui lui en fait la demande par écrit. En outre, une organisation ouvrière doit mettre à la disposition du public en général, dans toutes ses succursales, des copies de cet état pour inspection et examen. Le secrétaire ou le trésorier doit permettre à tout membre de l'organisation ouvrière de consulter, pour raisons valables, les livres, registres et factures nécessaires pour se convaincre de la justesse de l'état des finances.

been given, and the conditions of repayment;

ii. loans directly or indirectly granted to a business concern, with particulars on the object of the loan, the guarantees offered by the borrower, if such guarantees have been given, and the conditions of repayment;

(b) a statement of income and expenses, detailing, among other things:

i. the source of the income;

ii. the salaries, indemnities and other direct or indirect allowances, including the repayment of expenses, paid to each officer and employee who received during such period a total amount of more than \$5,000 from the labour organization and any other affiliated labour organizations, whether they are affiliated together or to the same national or international labour organization;

(c) in the case of a labour organization having its corporate seat outside the province of Québec, a statement giving separately the total amounts paid to it during the fiscal period, by members resident in the Province, on their behalf or in regard to them, under each of the following items, namely:

i. initiation fees;

ii. members' dues;

iii. health and welfare assessment;

iv. death benefit assessment;

v. strike benefit assessment; and

vi. fines.

The secretary or the treasurer of a labour organization shall issue free of charge a copy of the statement mentioned in this section to any member of the labour organization applying to him for it in writing. Furthermore, a labour organization must make available to the general public, in all its branches, copies of such statement for inspection or examination. The secretary or the treasurer must allow any member of the labour organization to examine, for valid reason, such books, registers and bills as are necessary to convince him of the accuracy of the financial statement.

**4.** Chaque dirigeant ou employé d'une organisation ouvrière, sauf les employés de bureau et les gardiens, doit faire parvenir annuellement au ministre, dans les trois mois de la fin d'un exercice financier de cette organisation ouvrière, un état portant sa signature et contenant les renseignements suivants:

a) tout titre, action, obligation, valeur ou autre intérêt que lui, son conjoint ou son enfant mineur ont détenu, directement ou indirectement, dans l'entreprise d'un employeur, et tout revenu ou autre avantage de caractère pécunier y compris le remboursement de dépenses, que lui, son conjoint ou son enfant mineur ont retiré directement ou indirectement d'un employeur, lorsque les employés de cet employeur sont représentés par cette organisation ouvrière ou lorsque cette dernière tente activement de les représenter, exclusion faite des paiements et autres avantages reçus à titre d'employé régulier de cet employeur;

b) toute transaction dans laquelle lui, son conjoint ou son enfant mineur se sont engagés, directement ou indirectement, en rapport avec toute action, obligation, titre, valeur, prêt, emprunt ou autre intérêt dans les affaires d'un employeur dont les employés sont représentés par cette organisation ouvrière ou que cette dernière tente activement de représenter;

c) tout titre, action, obligation, valeur ou autre intérêt que lui, son conjoint ou son enfant mineur ont détenu, directement ou indirectement, dans une entreprise, et tout revenu ou autre avantage pécunier, y compris le remboursement de dépenses, que lui, son conjoint ou son enfant mineur ont retiré directement ou indirectement d'une entreprise, lorsqu'une partie des activités de cette entreprise consiste à faire affaire avec cette organisation ouvrière ou lorsque cette entreprise fait principalement affaire avec l'entreprise d'un employeur dont les employés sont représentés par cette organisation ouvrière ou que cette dernière tente activement de représenter;

d) toute entente ou transaction conclue directement ou indirectement entre lui, son conjoint ou son enfant mineur et tout employeur dont les employés sont représentés par cette organisation ouvrière ou

**4.** Each officer or employee of a labour organization, except clerical workers and watchmen, shall send to the Minister each year, within three months after the end of the fiscal period of such labour organization, a statement signed by him and containing the following information:

(a) any title, share, bond, security or other interest which he, his spouse or minor child has directly or indirectly held in the business of an employer, and any income or other pecuniary benefit, including a reimbursement of expenses which he, his spouse or minor child derived directly or indirectly from an employer, when the employees of such employer are represented by such labour organization or when such labour organization actively seeks to represent them, except payments and other benefits received as a *bona fide* employee of such employer;

(b) any transaction in which he, his spouse or minor child has engaged, directly or indirectly, with respect to any share, bond, title, security, loan to or from or any other interest in the business of an employer whose employees are represented by such labour organization or whom it actively seeks to represent;

(c) any title, share, bond, security or other interest which he, his spouse or minor child has directly or indirectly held in a business, and any income or other pecuniary benefit, including a reimbursement of expenses, which he, his spouse or minor child directly or indirectly derived from a business, when part of the activities of such business consists in dealing with such labour organization or when the business deals mainly with the business of an employer whose employees that labour organization represents or actively seeks to represent;

(d) any direct or indirect arrangement or transaction between him, his spouse or minor child and any employer whose employees are represented by that labour organization or whom it actively seeks

que cette dernière tente activement de représenter, sauf celles relatives au travail accompli et aux paiements et autres avantages reçus à titre d'employé régulier de cet employeur et sauf les achats et ventes de biens ou de services dans le cours normal des affaires à des prix généralement offerts à chacun des employés de l'employeur;

e) tout paiement, en argent ou autrement, y compris le remboursement de dépenses, reçu, directement ou indirectement, par lui, son conjoint ou son enfant mineur, de toute personne agissant comme conseiller en relations de travail auprès d'un employeur.

Rien dans le présent article n'est censé exiger qu'un dirigeant ou employé d'une organisation ouvrière soumette l'état mentionné au présent article à moins que lui-même, son conjoint ou son enfant mineur n'ait détenu un intérêt, n'ait touché un revenu ou autre avantage pécunier, n'ait bénéficié d'un emprunt ou ne se soit engagé dans une des affaires décrites au présent article.

**5.** Tout employeur qui, au cours d'un exercice financier,

a) a versé un montant ou consenti un prêt, directement ou indirectement, en argent ou autrement, y compris le remboursement de dépenses, à une organisation ouvrière, un de ses dirigeants ou un autre de ses représentants, ou a fait des promesses ou conclu une entente à ce sujet;

b) a versé un montant, y compris le remboursement de dépenses, à l'un de ses employés ou à un groupe ou comité d'employés dans le but de les amener à convaincre d'autres employés à se prévaloir ou à ne pas se prévaloir ou à modifier leur façon de se prévaloir de leur droit d'association ou de convention collective, à moins que ces montants ne soient alors révélés à ces autres employés;

c) a fait une dépense au cours de l'exercice financier dont un des buts directs ou indirects est de paralyser, limiter ou contraindre les employés dans leur droit d'association ou de convention collective ou d'obtenir des renseignements sur les activités des employés ou d'une organisation ouvrière au sujet d'un différend ouvrier intéressant l'employeur, sauf si ces

to represent, except one respecting work performed and payments and benefits received as a *bona fide* employee of such employer and except purchases and sales of goods or services in the ordinary course of business at prices generally available to any employee of the employer;

(e) any payment, in cash or otherwise, including a reimbursement of expenses, which he, his spouse or minor child has directly or indirectly received from any person acting as a labour relations consultant to an employer.

Nothing in this section shall be taken to require an officer or employee of a labour organization to submit the statement mentioned in this section unless he, his spouse or minor child has had an interest, received income or any other pecuniary benefit, received a loan or engaged in any of the matters described in this section.

**5.** Every employer who during a fiscal period

(a) has paid an amount or made a loan, directly or indirectly, in money or otherwise, including a reimbursement of expenses, to a labour organization or to one of its officers or representatives, or has made promises or an agreement in that respect;

(b) has paid an amount, including a reimbursement of expenses, to any of its employees or any group or committee of employees, to induce them to convince other employees to avail themselves or not to avail themselves or to change their manner of availing themselves of their right of association or of making collective agreements, unless such amounts are then divulged to such other employees;

(c) has made any expenditure during the financial period, a direct or indirect purpose of which is to paralyse, limit or coerce employees in their right of association or of making collective agreements or to obtain information on the activities of the employees or a labour organization respecting a labour dispute involving the employer, unless such expenditure is



dépenses sont faites à l'occasion de recours judiciaires ou quasi-judiciaires;

*d*) a conclu une entente avec un conseiller en relations de travail ou toute autre personne pour l'amener, directement ou indirectement, à persuader des employés à se prévaloir ou à ne pas se prévaloir de leur droit d'association ou de convention collective et de celui d'élire leurs représentants ou pour l'amener à fournir à l'employeur des renseignements sur les activités syndicales de l'organisation reliée à un différend ouvrier où il est intéressé, sauf si ces renseignements doivent être utilisés exclusivement à l'occasion de recours judiciaires ou quasi-judiciaires, ou

*e*) a versé un montant, y compris le remboursement de dépenses, à la suite d'une entente visée au paragraphe *d*, doit faire parvenir au ministre, dans les soixante jours de la fin de l'exercice financier, un état portant la signature du président et du trésorier et donnant en détail la date et les montants versés, prêtés, promis ou faisant l'objet d'une entente ainsi que les nom, adresse et fonction, s'il y a lieu, de toute personne à qui ils étaient destinés et une explication détaillée des circonstances de chaque versement, sans oublier les termes de toute entente selon lesquels ces paiements ont été faits.

**6.** Toute personne qui, à la suite d'une entente avec un employeur, se livre à des activités dont un des objets est, directement ou indirectement:

*a*) de persuader des employés de se prévaloir ou de ne pas se prévaloir ou de modifier la façon de se prévaloir de leur droit d'association ou de convention collective et de celui d'élire leurs représentants, ou

*b*) de transmettre à un employeur des renseignements sur les activités des employés ou d'une organisation ouvrière au sujet d'un différend ouvrier où il est intéressé, sauf si ces renseignements doivent être utilisés exclusivement à l'occasion de recours judiciaires ou quasi-judiciaires,

doit faire parvenir au ministre, dans les trente jours de son acquiescement à cette entente, un état portant la signature de

made in the course of judicial or quasi-judicial proceedings;

*(d)* has made an agreement with a labour relations consultant or any other person to induce him, directly or indirectly, to persuade employees to avail themselves or not to avail themselves or to change the manner of availing themselves of their right of association or of making collective agreements and the right to elect their representatives, or to induce him to furnish to the employer information on the union activities of the organization in respect of a labour dispute involving him, unless such information is to be used exclusively in the course of judicial or quasi-judicial proceedings, or

*(e)* has paid an amount, including a reimbursement of expenses, following an agreement contemplated in paragraph *d*,

shall send to the Minister, within the sixty days following the end of the fiscal period, a statement signed by the president and the treasurer itemizing by date each amount paid, loaned, promised or agreed to and the name and address, and the position, if any, of every person the amounts were intended for, and a detailed explanation of the circumstances of each payment, including the terms of every agreement under which such payments were made.

**6.** Every person who, following an agreement with an employer, carries on activities one purpose of which is, directly or indirectly:

*(a)* to persuade employees to avail themselves or not to avail themselves or to change the manner of availing themselves of their right of association or of making collective agreements and the right to elect their representatives, or

*(b)* to furnish to an employer information on the activities of employees or a labour organization respecting a labour dispute involving him, unless such information is to be used exclusively in the course of judicial or quasi-judicial proceedings,

shall send to the Minister, within the thirty days following his consent to this agreement, a statement signed by such

cette personne et révélant le nom sous lequel cette personne fait affaire, l'adresse de son bureau principal et le détail des termes et conditions de l'entente; s'il s'agit d'une corporation, l'état est signé par le président et le trésorier de celle-ci. Cette personne doit faire parvenir au ministre, dans les trois mois de la fin de chaque exercice financier, un état indiquant les montants qu'elle a reçus et ceux qu'elle a déboursés pendant cet exercice financier aux termes d'une entente visée au présent article.

**7.** Rien aux articles 5 et 6 n'est censé obliger un employeur ou une personne visée à l'article 6 à soumettre un état sur les activités de cette dernière du fait qu'elle donne ou accepte de donner son avis à l'employeur ou qu'elle le représente ou accepte de le représenter à l'occasion d'un recours judiciaire ou quasi-judiciaire, ou qu'elle participe ou accepte de participer à la négociation d'une convention collective au nom de cet employeur.

**8.** Une organisation ouvrière qui a la tutelle d'une autre organisation ouvrière doit transmettre au ministre, dans les trois mois de la fin d'un exercice financier, un état portant la signature du président et du secrétaire et contenant les renseignements suivants:

- a) les nom et adresse de l'organisation ouvrière sous tutelle;
- b) la date de la prise en main de l'administration de l'organisation sous tutelle;
- c) les raisons détaillées pour cette prise en main ou sa continuation;
- d) la nature et l'importance de la participation des membres de l'organisation ouvrière sous tutelle dans le choix des délégués devant représenter cette dernière dans les assemblées régulières ou spéciales ou au sein des autres organismes de décision et dans l'élection des directeurs de l'organisation ouvrière qui en assume l'administration; et
- e) dans le cas d'un état initial, les états financiers, dûment certifiés par un vérificateur, de l'organisation ouvrière sous tutelle au moment de la prise en main de son administration.

person and divulging the name under which he carries on business, his main business address and a detailed list of the terms and conditions of the agreement; in the case of a corporation, the statement must be signed by the president and the treasurer of such corporation. Such person must send to the Minister, within three months of the end of each financial period, a statement indicating the amounts he has received and the amounts he has expended during such year under any agreement contemplated in this section.

**7.** Nothing in sections 5 and 6 shall be taken to require an employer or a person contemplated in section 6 to submit a statement on the activities of such person by the fact that he gives or agrees to give advice to the employer or that he represents or agrees to represent him in judicial or quasi-judicial proceedings, or that he participates or agrees to participate in negotiating a collective agreement on behalf of such employer.

**8.** A labour organization that has trusteeship of another labour organization shall send to the Minister, within three months of the end of a fiscal period, a statement signed by the president and the secretary containing the following information:

- (a) the name and address of the labour organization under trusteeship;
- (b) the date of the takeover of the administration of the organization under trusteeship;
- (c) the detailed reasons for such takeover or its continuation;
- (d) the kind and degree of participation by the members of the labour organization under trusteeship in the choice of delegates to represent it at regular or special meetings or on other decision-making bodies and in the election of directors of the labour organization that takes over the administration of it; and
- (e) in the case of a first statement, the financial statements, duly certified by an auditor, of the labour organization under trusteeship at the time of the takeover of its administration.

Seul le premier état doit contenir tous les renseignements mentionnés au présent article. Les états subséquents ne doivent contenir que les changements apportés aux renseignements exigés par le présent article.

Only the first statement must contain all the information mentioned in this section. Subsequent statements must contain only changes in the information required by this section.

**9.** Une organisation ouvrière qui assume l'administration d'une organisation ouvrière sous tutelle doit transmettre au ministre, dans les trois mois de la fin d'un exercice financier, un état similaire à celui visé à l'article 3, au nom de l'organisation sous tutelle.

**9.** A labour organization that assumes the management of a labour organization under trusteeship must send to the Minister, within three months of the end of a financial period, a statement similar to that contemplated in section 3, on behalf of the organization under trusteeship.

**10.** Le deuxième alinéa de l'article 3 s'applique *mutatis mutandis* au paragraphe e de l'article 8 et à l'article 9.

**10.** The second paragraph of section 3 applies to paragraph e of section 8 and to section 9, *mutatis mutandis*.

**11.** L'exercice financier d'une organisation ouvrière ne peut pas dépasser douze mois et il ne peut y être apporté aucun changement sans le consentement du ministre.

**11.** The fiscal period of a labour organization must not exceed twelve months and it shall not be changed unless the Minister agrees.

**12.** Les états, les documents et les renseignements transmis au ministre aux termes de la présente loi sont publics. Il est loisible au ministre de les publier, de les utiliser pour fins de statistiques et de recherches et de publier les études, analyses, rapports et enquêtes qui en résultent.

**12.** The statements, documents and information sent to the Minister under this act are public. The Minister may publish them, use them for statistical or research purposes and publish any studies, analyses, reports or inquiries resulting from them.

**13.** Une personne obligée de produire un état en vertu de la présente loi doit tenir un registre des matières sujettes à rapport. Elle doit aussi garder les fiches de travail, reçus et autres pièces justificatives s'y rattachant pendant au moins cinq années après que l'état se basant sur ces documents a été remis.

**13.** A person required to file a statement under this act must keep a record of those matters to be reported. He must also keep worksheets, receipts and other vouchers connected with them for at least five years after the statement based on such documents is filed.

**14.** Une personne qui doit signer un état en vertu de la présente loi est personnellement responsable de la production de l'état et des déclarations qui s'y trouvent.

**14.** A person required to sign a statement under this act is personally liable for the filing of the statement and for the declarations it contains.

**15.** Le ministre peut, pour toute fin ayant trait à l'application de la présente loi, autoriser toute personne à faire toute enquête qu'il juge nécessaire sur tout ce qui se rapporte à l'application de la présente loi.

**15.** The Minister may, for any purpose related to the application of this act, authorize any person to make any inquiry he considers necessary on any matter related to the application of this act.

**16.** Un enquêteur nommé au terme de l'article 15 jouit des mêmes pouvoirs et est assujéti aux mêmes obligations qu'un enquêteur en vertu de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (Statuts refondus, 1964, chapitre 69).

**17.** Le ministre peut adopter des règlements prescrivant la forme et la présentation des états demandés en vertu de la présente loi.

**18.** Quiconque enfreint une disposition de la présente loi commet une infraction et est passible d'une amende ne dépassant pas \$10,000 ou d'un emprisonnement d'au plus un an ou des deux peines à la fois.

**19.** Quiconque fait une fausse déclaration ou laisse supposer un fait qu'il sait être faux ou qui omet de divulguer un fait dans un document, un état ou un autre renseignement demandé en vertu de la présente loi, commet une infraction et est passible d'une amende ne dépassant pas \$10,000 ou d'un emprisonnement d'au plus un an ou des deux peines à la fois.

**20.** Quiconque cache, retient ou détruit un livre, un registre, un état ou une déclaration dont la production est exigée par la présente loi, commet une infraction et est passible d'une amende ne dépassant pas \$10,000 ou d'un emprisonnement d'au plus un an ou des deux peines à la fois.

**21.** Les peines prévues par la présente loi sont imposées sur poursuite sommaire suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35).

La deuxième partie de cette loi s'applique à ces poursuites.

**22.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

**16.** An investigator appointed under section 15 has the same powers and obligations as an inspector appointed under the Provincial Income Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 69).

**17.** The Minister may make regulations prescribing the form and tenor of the statements required under this act.

**18.** Every person who contravenes any provision of this act is guilty of an offence and is liable to a fine not exceeding \$10,000 or to imprisonment for not more than one year, or to both such penalties.

**19.** Every person who makes a false statement or knowingly allows a falsehood to stand or fails to divulge a fact in a document or statement or in other information required under this act is guilty of an offence and is liable to a fine not exceeding \$10,000 or to imprisonment for not more than one year, or to both such penalties.

**20.** Every person who conceals, withholds or destroys a book, record, statement or declaration that must be filed under this act is guilty of an offence and is liable to a fine not exceeding \$10,000 or to imprisonment for not more than one year, or to both such penalties.

**21.** The penalties provided in this act shall be imposed on summary proceeding under the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35).

Part II of such act applies to such proceedings.

**22.** This act will come into force on a date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.